



Ils ont osé !

Message national de la CGT-INRA du 13 mars 2009

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50
Mail : cgt@inra.fr Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 13 mars 2009

Sans le soutien des personnels, contre leur gré, sans le soutien d'aucune organisation syndicale, contre l'avis, ultra majoritaire, de 3 d'entre elles, le vendredi 6 mars 2009, la Direction Générale de l'Inra a eu le culot et l'affront d'adopter seule, à un CTP croupion où ne siégeaient que des membres qu'elle a nommés, le projet de décret sur le consortium-EPCS !

Pourtant si on lit bien certaines réflexions issues du **Conseil Scientifique National, le doute perce, y compris au sein de la DG, sur l'utilité, voire les dangers du consortium**, pour l'avenir de la recherche agronomique et notamment sur les recherches portant sur le fond, les recherches sur le savoir et les connaissances.

En un mot le risque est grand que le consortium se restreigne à des orientations très appliquées, voire à un outil de R&D mis à la disposition des lois du marché, « vendu » au plus offrant... Agence de moyens (dixit Sarkozy) oblige !

Et la scission (cession) d'une partie des

recherches fondamentales INRA vers d'autres instituts toujours en projets dans les cartons de Fillon ou de Sarkozy n'est pas définitivement écartée contrairement à ce qu'on nous chante !

Rappelons ici que **même B. Chevassus-au-Louis, « père » du consortium EPCS, a dit que celui-ci n'est en rien une protection sérieuse contre d'éventuelles tentatives de démantèlement à venir de l'INRA...** si le gouvernement et/ou V. Pécresse en décidaient ainsi !

La création du consortium nous est donc présentée, en bout de course, comme « bouger pour bouger » mais soi disant ça ne changera rien... Billevesées !

Le 5 mars, l'envahissement du CTP par une délégation de grévistes de tous les centres INRA a démontré à la DG si besoin était combien sa politique était rejetée !

*Contrairement à ce que d'aucuns voudraient nous faire « avaler »,
le choix n'est pas entre la peste et le choléra,
entre le consortium et le démantèlement !*

Le consortium, c'est le prélude au démantèlement quoique prétende une DG aux abois, cherchant à avoir les agents à l'usure ou à l'intimidation : le consortium c'est moi... sinon c'est votre arrêt de mort !

Refrain parfois repris par certains... faute d'arguments qui tiennent la route ?

Mme Guillou ne peut à elle seule, aussi qualifiée soit-elle, savoir ce qui est bon pour l'INRA, pour l'avenir de l'INRA, pour l'avenir de tout le secteur recherche et formation agronomiques...

Ceci est de la folie dans un contexte où tout bouge, sous la conduite de Sarkozy relayée dans le secteur par Mme Pécresse, dans le mauvais sens par rapport aux intérêts généraux, à tel point que **la totalité de la communauté de la recherche et de l'enseignement supérieur publics se rebiffe depuis plus de deux mois !**

Comment croire que dans un contexte de régression sociale, de mise au pas et de déstructurations des autres EPST, de suppressions de postes (500 prévus au CNRS), **l'INRA seul tirerait son épingle du jeu ?**

Comment ne pas penser que dans ce contexte, ce qui est visé ce sont des économies en postes statutaires, (et donc l'extension de la précarité), comment ne pas envisager que par le biais de l'ANR, outil à la botte du pouvoir, le gouvernement peut directement « arroser » le consortium,

obligeant ses parties prenantes à se « dissoudre » dans l'EPCS faute d'avoir de quoi subsister ?

Certes les choses ne sont pas parfaites, mais pour autant la subsistance d'un EPST INRA, avec des personnels titulaires, sur budget d'Etat, reste une revendication clé pour notre avenir.

Pas seulement le nôtre : c'est aussi une garantie nécessaire (même si elle ne suffit pas) pour que nous restions au service de tous et non loués au plus offrant !

* * *

La mobilisation générale contre la politique du gouvernement dans l'enseignement supérieur et la recherche ne faiblit pas, et cela est un appui pour nous dans la lutte contre le consortium.

Le 11 mars, près de 60.000 personnes ont défilé dans la rue contre la politique de Péresse et de Sarkozy (et de Darcos) dans nos secteurs. **Le 12 mars s'est tenue une AG des délégués de laboratoires provenant de tous les EPST, cette journée fut un grand succès réunissant 562 personnes dont une majorité (483) de délégués de labos contestant la déstructuration des organismes de recherches.**

Tous les syndicats dont le nôtre, SLR, SLU... appelaient à cette journée qui s'est conclue par une motion commune (un cahier de doléances) à Mme Péresse rappelant toutes nos exigences dont la restitution des 1.030 postes supprimés dans nos secteurs et l'arrêt du démantèlement des EPST quelle que soit la forme prise pour celui-ci. Ces revendications ont été portées en manifestation au ministère à l'issue de la réunion.

* * *

Enfin, comme toutes les confédérations et fédérations syndicales (CFTC, CFDT, CGC, CGT, FO, FSU, SUD, UNSA), nous appelons tous les personnels travaillant à l'INRA à participer massivement à la grève et aux manifestations interprofessionnelles du 19 mars.

Tous ensemble contre la politique de Sarkozy (et de son gouvernement) de saccage de la fonction publique, et dans notre secteur pour le maintien des EPST, contre la création du consortium-EPCS

- tous unis public/privé contre une politique anti-sociale qui nous affecte tous
- pour exiger l'augmentation de nos salaires,
- pour défendre l'emploi public et privé
- pour lutter contre la précarité

Toutes et tous en grève et dans la rue le 19 mars !

Avant et après le 19 mars continuons à exprimer par tous les moyens (motions, prises de positions de laboratoires, AG) notre opposition résolue au consortium : adressons nous collectivement à la DG pour lui dire « retrait du projet de décret consortium ! », il n'est pas trop tard, même si on vous affirme le contraire !